

Jean-Claude Marcourt (PS)

«Charles Michel a été le notaire de l'UE»

INTERVIEW
NATHALIE BAMPS

A lors que le Parlement wallon donnait son feu vert au «nouveau Ceta», le ministre wallon de l'Économie Jean-Claude Marcourt revient sur l'intense période de dramatisation. Tout le monde en prend pour son garde. Sauf le PS et les Canadiens...

Charles Michel dit que le Ceta n'a pas bougé d'une ligne. Vous vous êtes fait avoir?

Le MR joue un jeu politique en essayant de minimiser les choses. Ils n'ont pas été à la manœuvre dans les négociations. Ils les ont subies. Lundi, lors du comité de concertation, la seule question du Premier ministre a été «êtes vous prêts ou pas?» On a répondu non, pas en l'état. Il n'a pas pris son rôle de Premier ministre en disant: «Que faut-il faire?» Il a été le notaire de l'UE, il donnait l'impression d'être l'émissaire de Donald Tusk.

Charles Michel n'a pas assumé son rôle de Premier ministre de tous les Belges?

Je sais que ce n'est pas un poste facile. Mais que le Premier ministre – qui est aussi censé être le président du comité de concertation –, minimise le travail que lui-même a accompli, prouve de sa difficulté à rentrer dans le costume de Premier ministre. Il devrait faire une analyse complète, mais il s'arrête à la première phrase. Or, derrière cela, il y a des instruments, des déclarations, des éléments d'engagements contraignants avec effets juridiques qui viennent s'ajouter au traité.

C'est un reproche que vous lui feriez, ne pas avoir tenu compte des Wallons?

Je ne suis pas là pour faire des reproches. Mais le gouvernement fédéral nous mène la vie dure. On sait que le véritable pouvoir est à l'hôtel de ville d'Anvers. Mais nous devons garder des relations civiles entre êtres humains.

Vous êtes resté assez effacé durant ces deux dernières semaines. Pourquoi?

J'étais de ceux qui pensent qu'il ne fallait pas ajouter du bruit au bruit, au moment où les choses étaient complexes et délicates. Quand je négocie, je négocie. Quand j'ai fini, j'explique ce qu'on a fait.

Mais la patronne de l'Awex, qui est sous votre tutelle, a soutenu publiquement le Ceta...

Il y a une balance des intérêts. Et je n'accepte pas qu'on ait sermonné Pascale Delcominette. Elle a le droit de dire ce qu'elle pense. Je n'ai aucun reproche à lui faire sur le fond, elle est sincère dans ce

qu'elle a dit, je le pense. Je m'interroge sur l'opportunité du moment, mais il y avait tellement d'émotion à ce stade.

Vous en voulez à André Antoine, qui lui a remonté les bretelles?

Il est sorti de son rôle, on ne sermonne pas un haut fonctionnaire, même avec le grade de président du Parlement wallon. Il a porté haut l'image du Parlement wallon, mais là, c'est lui qui a dérapé.

Qu'y a-t-il de positif à tirer de ces deux semaines de dramatisation?

Le formidable élan démocratique qu'a généré la Wallonie. Je remercie ceux qui ont initié le débat au Parlement wallon. On a invité la société civile, la commissaire européenne, les représentants canadiens. Et puis, on a pris une résolution, en 2015. Et pendant une année personne n'a bougé alors qu'on a dit qu'il y avait des problèmes, qu'il ne fallait pas nous sous-estimer. Début octobre, l'UE a pris conscience qu'il allait y avoir une difficulté. En voulant absolument avoir une solution, l'UE nous a permis d'avoir un poids sans commune mesure avec ce que l'on peut avoir par rapport aux grands États membres.

C'est ça, la vraie victoire?

Ce n'est pas la «vraie» victoire, c'est une victoire. La Wallonie a montré que la démocratie pouvait fonctionner même au niveau européen, même dans des traités internationaux.

Cela me rappelle le moment où j'ai envoyé par le fond la directive Bolkestein. Beaucoup de pays la voulait, on avait beaucoup de réticence, il y a eu dans un conseil européen une procédure de silence. Personne ne bougeait. A la 55^e seconde, j'ai levé la main. Les Néerlandais sont devenus blêmes, trois autres délégations ont suivi, et la notion de pays d'origine, qui posait

problème, n'est plus jamais revenue sur la table. Cela prouve que l'on peut être déterminé à obtenir des choses. Ce n'est pas parce qu'on est petit qu'on n'y arrive pas.

Les autres ne sont que des presse-bouton?

La tradition veut que les Parlements se saisissent des traités lors de la ratification. À cause de la mise en œuvre provisoire, on l'a fait avant. Ce n'est pas dans la tradition des autres Parlements, mais je pense que demain, il y aura aussi cette préoccupation chez les autres, de se dire qu'il faut peut-être suivre les traités avant leur signature...

Mais au final, les avancées sont faibles...

Il y a de vraies avancées, les éléments ajoutés complètent et précisent le traité.

Les avancées ne portent donc pas que sur les tribunaux d'arbitrage?

Non, c'est la plus symbolique. Mais au-delà

de ça, c'est la clarification des clauses de sauvegarde pour les agriculteurs, c'est la possibilité pour la Wallonie de se retirer du traité, et que tout s'arrête pour les 28 États membres. Nous ferons des évaluations annuelles de cela. Les mutuelles n'étaient pas définies, elles le sont aujourd'hui, et elles sont protégées. On pourra augmenter les normes sociales et environnementales.

Ce n'était pas dans le texte initial?

Il y a des silences importants qu'il vaut mieux clarifier. On a rempli des trous. Clarifier le droit, c'est faire un autre droit. On a clairement fermé des portes. Et on a pris un instrument juridique qui a la même valeur que le traité. Demain, il sera le minimum en dessous duquel nous n'accepterons jamais aucun autre traité.

Ceux qui disent «beaucoup de bruit pour rien», se trompent?

Complètement.

Ça va changer quoi pour les Européens?

Je ne crois pas que ce traité va bouleverser la vie des Européens, mais c'est un signe très fort pour le Canada. Qu'ils puissent se dire qu'ils ont aussi un partenariat stratégique fort avec les Européens, pas seulement les Américains.

Vous qui avez été en mission économique au Canada, il y a tout juste un an, vous avez craint à un moment que tout le travail réalisé ne soit mis par terre?

J'ai eu la balance des intérêts. On a pu obtenir un accord sans transiger sur nos valeurs. On a pu mettre en évidence que la primauté, même d'un traité commercial, était d'abord la préservation des droits de nos citoyens, et que si ces droits étaient présumés, on pouvait établir des règles commerciales.

Cela ne laissera pas de traces?

Nous avons prouvé au travers de cet accord que nous considérons le Canada comme un pays ami. Il a d'ailleurs fallu beaucoup plus convaincre les Européens que les Canadiens de la pertinence de nos griefs.

On a placé la Wallonie sur la carte du monde. Mais les Wallons ne risquent-ils pas d'apparaître comme ceux qui bloquent les accords?

Les gens qui sont durs en négociation sont souvent davantage respectés que ceux qui se laissent faire...

Les Wallons n'apparaîtront-ils pas comme des opposants au libre-échange?

Je suis pour un commerce international régulé, par pour l'affaiblissement des normes. Je ne suis pas pour la concurrence entre les États au travers du moins de

social, environnemental, ou au niveau des droits de l'homme. Mais pour un commerce international qui met des standards élevés sur ces points. Mais aux yeux de certains, le libre-échange, c'est le laisser-faire. Je n'oublierai jamais que c'est Karel De Gucht qui a démantelé les outils que nous avions pour contrôler les importations chinoises d'acier...

Un traité a été signé avec le Vietnam l'an dernier, et vous n'avez pas levé le petit doigt... Pourtant, leurs standards ne sont pas les mêmes qu'au Canada...

Vous avez raison, mais il n'est pas de même nature. Ici, c'est le premier traité de nouvelle génération, qui instaure la coopération réglementaire. J'ai beaucoup de respect pour les Vietnamiens, mais n'oublions pas qu'on a déjà 8 traités commerciaux signés avec le Canada. C'était d'ailleurs la grande crainte que si on acceptait le traité tel quel avec le Canada, on doive accepter la même chose avec les Américains.

Le traité aujourd'hui est plutôt un obstacle infranchissable pour les États-Unis qu'un précédent favorable.

Il n'y aura jamais de TTIP?

Si Hillary Clinton applique le programme de Bernie Sanders, on a peut-être une chance...

Il faudra une campagne pour redorer l'image de la Wallonie?

Je ne pense pas qu'on doive redorer l'image de la Wallonie. Si nous avions dit «nous refusons tout traité, nous ne voulons pas négocier», ça aurait été un problème. Mais ce n'est pas le cas. On a montré notre capacité à peser sur les décisions. S'il y a une région profondément européenne, c'est bien la Wallonie.

Paul Magnette s'est révélé. C'est lui le patron maintenant, plus Elio Di Rupo?

Pas du tout. Paul a assumé ses responsabilités avec le soutien d'un président du parti. Et je me réjouis par ailleurs du soutien apporté par la population au PS. C'est facile de dire non. Mais il faut pouvoir expliquer, et savoir faire comprendre pourquoi le non s'est transformé en oui.

Paul Magnette n'a pas, au travers du Ceta, cherché à tacler le PTB?

Cela montre surtout à nos concitoyens que pour peser sur les décisions, il faut exister dans les gouvernements. Si on veut transformer le monde, il faut avoir la force politique de le faire, et ce n'est pas en courant derrière quelque forme de populisme, de droite ou de gauche, qu'on le fait.

Et cette force, le PTB ne l'a pas?

Je ne sais pas quand ils disent oui à quelque chose...

LES PHRASES CLÉS

«Je pense que
demain, il y aura
aussi cette préoc-
cupation chez les
autres, de se dire
qu'il faut peut-être
**suivre les traités
avant leur
signature...**»

«On a rempli des
trous. **Clarifier le
droit, c'est faire
un autre droit.**»

«En
voulant
absolu-
ment avoir
une
solution,
l'UE nous a
permis
d'avoir un
poids sans
commune
mesure
avec ce
que l'on
peut avoir
face aux
grands
Etats.»

«Je ne pense pas
qu'il faille redorer l'image
de la Wallonie.
On a montré notre
capacité à peser
sur les décisions.»